10 août 2009

En Espagne, les chrétiens réagissent à la crise

La fabrique de la doctrine sociale - n° 8

par Gonzalo Villagrán, Jésuite espagnol.

En 1993, dans ***L'Église et les pauvres***[1], la Conférence épiscopale espagnole avait pris clairement position en matière de modèle économique, identifiant ainsi la racine de la pauvreté en Espagne : *« Un système socio-économique basé exclusivement, s'il n'est pas adéquatement corrigé, sur la conception utilitariste et fonctionnelle de l'homme, sur la philosophie de l'inégalité, sur les « mécanismes pervers » de l'ambition et l'enrichissement illimité ».*

Cependant, les changements socioculturels – mais aussi ceux survenus dans la composition de la Conférence épiscopale depuis 1993 – l'ont amenée à intervenir plutôt dans les débats portant sur les mœurs (en ce moment, l'élargissement de la loi sur l'avortement), en délaissant un peu les questions économiques.

La déclaration officielle la plus récente sur la situation économique – qui est très grave : 17,6 % de chômage – est le discours du cardinal Rouco, président de la Conférence épiscopale, lors de l'assemblée d'avril dernier. Soulignant surtout, en phase avec l'actuelle position de la Conférence, les racines morales de la crise, il plaide pour *« un changement profond des mentalités et des attitudes, à la lumière de la conscience morale formée correctement, c'est-à-dire d'une vraie conversion personnelle et sociale »*. Il mentionne aussi le droit au travail et le besoin d' *« une régulation juridique et administrative de la vie économique et financière qui soit normative et efficace afin de mieux protéger les institutions de l'État, les institutions financières et les entreprises des conduites gravement égoïstes et immorales stimulées… par l'envie de s'enrichir de manière facile et rapide ».*

Mouvements chrétiens

La *Caritas* espagnole[2] – l'institution la plus directement engagée dans l'action face à la crise – déclare que le nombre de personnes aidées par ses différents programmes a augmenté de 50 % ces derniers mois. La Conférence épiscopale et d'autres institutions de l'Église ont fait des donations importantes à ces programmes. Mais *Caritas* dénonce l'attitude d'une société qui, pendant les années de forte croissance, ne s'est pas souciée d'affronter sérieusement la

pauvreté. Elle demande aux forces sociales de s'accorder, par une sorte de pacte d'Etat, sur la nécessité de résoudre les problèmes de pauvreté et d'exclusion.

Plusieurs mouvements chrétiens ont publié des déclarations sur la crise. Le 1er mai, les mouvements ouvriers chrétiens (HOAC, Joc et MTC) dénoncent les conséquences de la précarité de l'emploi, fruit du modèle économique actuel[3]. Ils plaident pour un large accord politique, économique et social, à l'image des *Pactos de la Moncloa* du début de la « transition démocratique ». Le mouvement *Salvemos la hospitalidad* (Sauvons l'hospitalité) a publié un manifeste contre le projet de durcissement de la loi sur l'immigration, qui criminaliserait l'aide aux migrants[4].

A un niveau plus académique, le VIe rapport FOESSA (étude régulière de la situation sociale espagnole élaborée par Caritas espagnole, l'université de Comillas et la HOAC[5]), élaboré avant le déclenchement de la crise, attribuait aux changements libéraux introduits dans le modèle social espagnol le fort pourcentage de la population en situation d'exclusion : le taux de pauvreté (19 %) ne s'est pas réduit depuis les années 90[6]. Il en rend également responsables les faiblesses du système éducatif et les changements du modèle familial.

Un appel à développer l'État providence

La revue jésuite *Revista de Fomento social*[7], qui rappelait, peu avant la crise, l'importance du modèle économique et social européen[8], vient de plaider pour que l'aide au développement ne soit pas réduite à cause de la crise[9]. Les propositions de l'Église convergent pour appeler à développer un État-providence à l'espagnole - la famille y joue un rôle très important – ceci afin d'aider ceux qui courent un danger d'exclusion et leur permettre de s'insérer dans le développement technique et informatif de la mondialisation.

Publié dans la *Lettre des Semaines sociales* n° 55, juillet 2009

1 Cf. http://www.conferenciaepiscopal.es/documentos/Conferencia/pdf/LIBRO17.PDF

2 www.caritas.es

3 http://www.joc.es/modules/news/article.php ?storyid=361#quickcomment

4 http://www.dosorillas.org/spip.php ?article1833

5 Cf. www.foessa.org

6 Cf. http://www.vidanueva.es/secciones/reportajes/a-fondo/fernando-vidal-%e2%80%9cno-es-tolerable-que-los-niños-esten-en-riesgo-de-exclusion%e2%80%9d/

7 www.revistadefomentosocial.es

8 Cf. Mària, J., “La globalización y los Estados del bienestar en Europa”, *Revista de Fomento Social* 250 (abril-juin 2008), pp.207-231. Disponible sur le site internet de la revue : http://www.revistadefomentosocial.es/index.php?option=com_content&task=view&id=61

9 Cf. Éditorial du numéro du premier trimestre 2009.

Pour citer l’article : https://www.doctrine-sociale-catholique.fr//la-doctrine-sociale-en-debat/156-en-espagne-les-chretiens-reagissent-a-la-crise